



PAYÉ

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
Direction départementale déléguée
POLE HEBERGEMENT, LOGEMENT ET ACCOMPAGNEMENT SOCIAL
DEPARTEMENT DE LA VEILLE SOCIALE, DE L'HEBERGEMENT ET DE L'HABITAT TRANSITOIRE
SERVICE HABITAT TRANSITOIRE
Dossier suivi par : Delphine PELLOUX
☎ : 04.81.92.45.16
Secrétariat : Céline BELLET
☎ : 04.81.92.45.03
Télécopie : 04.81.92.45.59
Email : ddcs-veillesociale-hebergement@rhone.gouv.fr

N° SIRET : 31828864400053
N° IDENTIFIANT : 1000546604
N° EJ : **210 252 2333**

CONVENTION DE SUBVENTION
AVEC L'ASSOCIATION
URHAJ

Entre

Le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône, désigné sous le terme « l'administration », d'une part,

Et

L'association **Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Auvergne-Rhône-Alpes (URHAJ Auvergne-Rhône-Alpes)** association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé 245, rue Duguesclin – 69003 Lyon, représentée par son président, Patrick PELLERIN, ou par délégation, sa directrice, Cécile CASEY, désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant les axes stratégiques du programme 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » et notamment l'action 12 relative à l'hébergement et au logement adapté ;

Considérant que le programme d'actions présenté par l'association participe de la politique de prise en charge des personnes sans domicile.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association **URHAJ Auvergne Rhône Alpes** s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à agir en faveur des personnes en situation de précarité et d'exclusion.

L'action, objet de la convention, a trait à la gestion locative adaptée au logement des ménages ayant déposé une demande d'hébergement auprès de la Maison de la veille sociale du Rhône et pour lesquels une orientation vers un logement adapté ou autonome nécessite un **accompagnement social renforcé au logement**.

L'administration contribue financièrement à sa mise en œuvre.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

Cette convention prend effet à compter du **1^{er} janvier 2018**, pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE DETERMINATION DU COUT DE L'ACTION

3.1 – Le coût de l'action est estimé à **17 500€** conformément au budget prévisionnel.

3.2 – Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'action conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

4.1 – L'administration contribue financièrement pour un montant de **17 500€ (dix sept mille cinq cents euros)**.

4.2 - La contribution financière de l'administration mentionnée au paragraphe 4.1 n'est applicable que sous réserve des trois conditions suivantes :

- L'inscription des crédits de paiement en loi de finances pour l'Etat ;
- Le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 6 , 7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 12,
- La vérification par l'administration que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE

5.1 – Le règlement de cette subvention s'effectuera en un seul versement dès signature de la présente convention.

5.2 – La dépense sera imputée sur les crédits du programme 177 – action 12 – sous action 17 – activité 017701061217 : autres actions hébergement et logement adapté – code GM 12.02.01 - Mission « Cohésion des territoires ».

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à la banque **CREDIT COOPERATIF** au compte ouvert au nom de **U.R.H.A.J**

Code établissement : 42559

Code guichet : 10000

Numéro de compte : 08015316427
IBAN : FR7642559100000801531642728

Clé RIB : 28
BIC : CCOPFRPPXXX

L'ordonnateur de la dépense est le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône. Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône.

ARTICLES 6 : JUSTIFICATIFS

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.
- le rapport d'activité.

ARTICLE 7 : AUTRES ENGAGEMENTS

L'association, soit communique sans délai à l'administration la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association, soit, informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de l'administration, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. L'administration en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 : EVALUATION

L'association s'engage à fournir, dans les six mois suivant la fin de la convention, un bilan qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action notamment au regard des **indicateurs** retenus.

L'administration procède, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif. L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1.

ARTICLE 10 : CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

L'administration contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

L'administration peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

ARTICLE 12 : AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'administration et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 14 : RECOURS

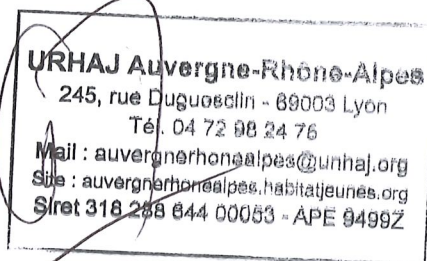
Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Lyon, le

21/09/2018

LE PRESIDENT,

P10



LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation,
La responsable du Pôle Hébergement,
Logement et Accompagnement Social,

Catherine ESPINASSE

A N N E X E I (INDICATEURS D'ÉVALUATION ET CONDITIONS DE L'ÉVALUATION)

L'évaluation se fera sur la base des indicateurs suivants, qui pourront être complétés le cas échéant par tout indicateur jugé utile par le représentant de l'État.

Indicateurs quantitatifs :

N°	INDICATEURS option : dans le cadre d'un programme d'actions, présentation d'indicateurs différents par action	OBJECTIFS	
		1ere année de la convention	2eme année la conventio (le cas échéant)
1	Nombre de ménages adressés à l'association sur 6 mois	10	
2	Nombre de ménages ayant bénéficiés d'une mesure	10	
3	Nombre de ménages suivis simultanément par l'association en file active/mois	5	
4	Nombre de ménages ayant bénéficié d'un accompagnement sur 6 mois	10	
5	Durée moyenne de la mesure par ménage en mois	6	
6	Délai moyen de déclenchement de la mesure à compter de l'orientation (pour les publics DALO)		
7	Nombre de ménages ayant bénéficié d'un accompagnement sur la durée de la convention et ayant accédé à un logement		

Indicateurs qualitatifs :

L'association mènera des enquêtes de satisfaction auprès des bailleurs et des ménages.

Ces questionnaires sur la qualité du service informatif et formatif donné seront bâtis sur la base de l'échelle de satisfaction suivante : très satisfaisant — plutôt satisfaisant — plutôt insatisfaisant — très insatisfaisant — sans opinion.

Partenariats : L'association décrira à l'appui de son bilan annuel la façon dont elle a coordonné son action avec les intervenants de droit commun (CG, CCAS, FSL...) dans le cas d'un accompagnement pluridisciplinaire.

